



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 22 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 15 septembre 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme LANDAIS, M. CAVALEIRO, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme BERNARD, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, M. MONMARCHON, Mme BAYLE, M. CASTETS, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir:

Mme SARRAUTE à Mme HIMPENS, Mme DUBOURG à M. WINTERSHEIM

Etait excusé:

M. LIMINIANA

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LUCKHAUS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 24

Conseillers votants : 26

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

5 – DEMANDE DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR LA DEVEGETALISATION DES REMPARTS DE LA CITADELLE

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le programme des travaux de dévégétalisation des murailles de la Citadelle se poursuit. Il contribue largement à enrayer le processus de dégradation grâce à un entretien régulier.

Ce programme s'établit, chaque année, en concertation avec l'Architecte des Bâtiments de France et le Centre Technique Municipal de la Ville.

Dans le cadre des dépenses de fonctionnement retenues lors du vote du Budget Primitif 2015, la ville peut obtenir des subventions auprès du Ministère de la Culture—Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Aquitaine.

En application du décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics, l'entreprise ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse est la SARL VERTICAL SECURITE pour un montant de 23 844 € TTC.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire :

- à solliciter une subvention auprès de l'Etat dans les conditions suivantes :
 - coût de la prestation : **19 870,00 € H.T.** (23 844,00 € T.T.C.)
 - subvention Etat – Ministère de la culture 40 % du montant H.T : **7 948,00 €**
 - part restant à la charge de la commune (T.V.A. comprise) : **15 896,00 €**
- à encaisser les recettes correspondantes à l'article 74718 chapitre 74 du budget principal
- à signer tous les documents et conventions se rapportant à cette subvention.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 14 septembre 2015 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 25/09/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150922-22493-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK



32192 (Giro)